

Régime juridique des sédiments

**Le sédiment, entre déchet et matière première secondaire :
un bref éclairage européen et de droit comparé**

*Journée UCIE Lyon
29 septembre 2011*

Bernard Deltour
Avocat au barreau de Bruxelles

Le cabinet Liedekerke Wolters Waelbroeck Kirkpatrick

- *Premier Belgian independent law firm* », fondé en 1965
- Environ 130 avocats, couvrant toutes les disciplines du droit des affaires
- Importante pratique du droit public des affaires - notamment de l'environnement - présente dans les trois régions du pays
- Reconnue comme l'une des meilleures du pays (voy. notamment Chambers & Partners Belgium: www.chambersandpartners.com)

Plan de l'exposé

- La directive 2008/98/CE du 19 novembre 2008 relative aux déchets et abrogeant certaines directives ("la Directive Déchets") et les sédiments
- La jurisprudence de la CJUE relative aux sédiments
- Les sédiments en Région flamande
- Les sédiments en Région wallonne
- Conclusions

La Directive Déchets et les sédiments (I)

- Une directive-cadre qui détermine le régime juridique des déchets dans l'UE
 - L'article 2, 3° de la Directive Déchets est établi comme suit:
« Sans préjudice des obligations prévues par d'autres dispositions communautaires pertinentes, les sédiments déplacés au sein des eaux de surface aux fins de gestion des eaux et des voies d'eau, de prévention des inondations, d'atténuation de leurs effets ou de ceux des sécheresses ou de mise en valeur des terres sont exclus du champ d'application de la présente directive, s'il est prouvé que ces sédiments ne sont pas dangereux. »
- **EXCLUSION** du champ d'application de la Directive Déchets à deux conditions:
- Utilisation dans le cadre de travaux de gestion des eaux de surface;
 - Pour autant qu'il est démontré que ces sédiments ne sont pas dangereux.

La Directive Déchets et les sédiments (2)

- L'exclusion prévue à l'article 2,3° est nouvelle par rapport à l'ancienne directive déchets, à savoir la Directive 2006/12/CE du 5 avril 2006 relative aux déchets
- Le projet de document de la commission européenne intitulé « *Guidance on the interpretation of key provisions of Directive 2008/98/CE on waste* » fournit des exemples de cas dans lesquelles la réutilisation de sédiments non dangereux dans les eaux de surface est possible sans être considérée comme déchets. Utilisation pour:
 - la gestion des cours d'eaux;
 - la prévention d'inondations;
 - l'atténuation des effets d'inondations
 - l'atténuation des effets de sécheresses.

La Directive Déchets et les sédiments (3)

- MAIS: l'exclusion des sédiments du champ d'application de la Directive Déchets prête à interprétation
- « *Sans préjudice des obligations prévues par d'autres dispositions communautaires pertinentes* »
 - renvoie notamment aux obligations découlant de la directive 2000/60/CE du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau
- L'article 2,3° de la Directive Déchets est transposée en droit français par l'article L.541-4-I du Code de l'environnement

La Directive Déchets et les sédiments (4)

- Les Etats-Membres ont la faculté de prendre des mesures de protection renforcées (*cfr.* Art. 193 TFUE)
 - La France n'a pas utilisé cette faculté
 - Les Régions flamande et wallonne de Belgique ont annoncé leur intention d'utiliser cette faculté en matière de sédiments, dans la mesure où l'exclusion en question ne sera pas reprise dans leurs législations transposant la Directive Déchets (*cfr. infra*)

La jurisprudence de la CJUE relative aux sédiments

- Jurisprudence de la Cour de Justice de l'Union européenne (« CJUE ») en la matière inexistante à ce jour
- Il est toutefois question de remise en état de fonds marins de la rade d'Augusta et notamment du retrait de sédiments contaminés dans l'affaire *Raffinerie Mediterranee SpA* (arrêt du 9 mars 2010, affaire, n° C-378/08), mais la CJUE ne s'y prononce pas sur la qualification de ces sédiments

Les sédiments en Région flamande (I)

- Situation actuelle
 - Le décret régional flamand du 2 juillet 1981 relatif à la prévention et à la gestion des déchets qualifie les boues de dragage comme « déchets »
 - Les boues de dragage peuvent uniquement échapper à cette qualification si un « certificat d'utilisation » est obtenu (pour l'utilisation comme matière première « secondaire », par exemple)

Les sédiments en Région flamande (2)

- Quand des sédiments sont enlevés dans le cadre d'un assainissement, ces sédiments ne sont pas considérés comme « déchets » mais il est fait application dispositions de la réglementation relative à l'assainissement des sols (« *onderwaterbodems* »)
- Situation future
- Le futur « décret matériaux » ne reprendra vraisemblablement pas l'exclusion de l'article 2,3° de la Directive Déchets
- Une réglementation moins contraignante pour la réutilisation de boues de dragages est néanmoins annoncée

Les sédiments en Région wallonne (I)

- Le décret wallon relatif aux déchets qui sera incessamment modifié, ne reprendra probablement pas l'exclusion visée à l'article 2,3° de la Directive Déchets. Le législateur régional wallon souhaite ainsi sauvegarder la base légale de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 1995 relatif à la gestion des matières enlevées du lit et des berges des cours et plans d'eau du fait de travaux de dragage ou de curage

Conclusions

- La mise en œuvre de l'article 2,3° de la Directive Déchets donnera potentiellement lieu à des problèmes d'interprétation/de mise en oeuvre
- Les Régions flamande et wallonne de Belgique ont une approche similaire en matière de sédiments: ceux-ci seront intégralement maintenus dans le champ d'application de la réglementation en matière de déchets. Ainsi donc faut-il demeurer attentif aux différences dans la transposition du droit communautaire dans les droits des différents Etats membres de l'Union

Merci de votre attention!

Bernard Deltour
Avocat

b.deltour@liedekerke.com

Tél. 32 2 551 16 34

Fax 32 2 551 14 55